

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2493. – **COIFFURE
ET PROFESSIONS CONNEXES**
(20^e édition. – Décembre 2005)

**AVENANT N° 6 DU 3 NOVEMBRE 2005
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS**

NOR : *ASET0551404M*
IDCC : 2493

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française et agissant tant en son nom propre qu'au nom de tous les syndicats patronaux nationaux, départementaux, régionaux ou locaux qui lui sont affiliés ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant annule et remplace les dispositions des articles 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 et 1.7 de l'avenant n° 1 à la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux conviennent de revaloriser les grilles de rémunérations des emplois techniques de la coiffure (art. 1.1 du présent avenant) selon les modalités particulières suivantes :

- dans un premier temps, les salaires minimaux conventionnels des emplois techniques de la coiffure seront revalorisés conformément aux dispositions de l'article 1.1, dès l'entrée en vigueur de l'accord ;
- dans un second temps, ils feront l'objet d'une revalorisation à compter du 1^{er} juin 2006.

Par ailleurs, ils conviennent de revaloriser les grilles de rémunérations des emplois de l'esthétique-cosmétique, des emplois non techniques, et des personnes qualifiées, conformément aux dispositions des articles 1.2, 1.3 et 1.4 du présent avenant.

Article 1.1

Salaires minima conventionnels. – Emplois techniques de la coiffure

Employés techniques de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimal conventionnel	REVALORISATION au 1 ^{er} juin 2006
Assistant 100	Exerce sous le contrôle d'un coiffeur les actes techniques de la coiffure, participe aux stratégies de fidélisation de la clientèle et à la promotion des produits et services. Accueil, utilise les méthodes de suivi technique de la clientèle. Prépare l'outillage, peut en contrôler et en assurer la désinfection	Salarié non diplômé	1 220	1 240
Assistant ou coiffeur débutant 110		Salarié titulaire du CAP ou salarié justifiant de 4 à 7 années d'exercice dans la profession	1 235	1 255

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimal conventionnel	REVALORISATION au 1 ^{er} juin 2006
Coiffeur 120	<p>Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé ; - participe à l'évaluation des attentes du client ; - assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services ; - renseigne et exploite les fichiers clients ; - intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste) ; - assure la gestion des produits et des matériels 	Salarié non diplômé justifiant de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire du CAP suivi de 2 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998)	1 260	1 280
Coiffeur confirmé 130		Salarié titulaire du CAP suivi de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998) suivi de 3 années d'expérience dans la profession	1 280	1 300

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requisse	SALAIRE minimal conventionnel	REVALORISATION au 1 ^{er} juin 2006
Coiffeur qualifié 140		Salarié titulaire du BP ou du BM	1 310	1 340
Coiffeur qualifié 150		Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 5 années d'exercice dans la profes- sion	1 330	1 350
Coiffeur qualifié 160		Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 10 années d'exercice dans la profes- sion	1 340	1 380

Tout salarié, quel que soit son niveau pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils, bénéficiera d'une majoration de son minima conventionnel de 48,78 €.

Article 1.2

Salaires minima conventionnels en esthétique-cosmétique

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI (1)	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
1. Manucure et/ou maquilleur(se) débutant(e) ayant effectué une formation dûment attestée non sanctionnée par un diplôme	100	1 220
2. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou Manucure et/ou maquilleur(se) ayant au moins 5 années d'exercice dans sa spécialité (2)	105	1 230
3. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 5 années dans sa spécialité après l'obtention de ce diplôme ou Manucure et/ou maquilleur(se) ayant au moins 10 années d'exercice dans l'une des spécialités (manucure et maquillage) (2)	110	1 240
4. Esthéticien(ne) débutant(e) non titulaire du CAP esthétique-cosmétique mais justifiant d'une formation dispensée par un établissement technique, CFA ou lycée professionnel	105	1 230
5. Esthéticien(ne) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou Esthéticien(ne) ayant au moins 5 années d'exercice dans sa spécialité	115	1 245
6. Esthéticien(ne) titulaire du CAP d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme	145	1 255

DÉFINITION DE L'EMPLOI (1)	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
7. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise esthétique-cosmétique ou ayant au moins 10 années d'exercice dans sa spécialité titulaire ou non du CAP d'esthétique-cosmétique (2)	165	1 265
8. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise esthétique cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice de la spécialité après l'obtention de ce diplôme	180	1 285
9. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 10 années d'exercice de la profession après l'obtention de ce diplôme	185	1 310
<p>(1) La manucure doit exécuter des tâches simples de manucurie et beauté des pieds sous la responsabilité hiérarchique du chef d'entreprise ou de son représentant. L'esthéticienne doit assurer tous les soins du visage et ceux prévus dans le cadre du diplôme de niveau V.</p> <p>(2) La maquilleuse doit exécuter les fonctions de base du maquillage. Le temps de formation en apprentissage ou formation première technologique sont compris dans les temps d'exercice de la profession.</p>		

Article 1.3

Salaires minima conventionnels des employés non techniques

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
1. Personnel de nettoyage ou de gros travail ; hôte d'accueil, de caisse et de vente (première année de pratique professionnelle) ; manutentionnaire	100	1 220
2. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (deuxième et troisième années de pratique professionnelle) ; employé de comptabilité	110	1 230
3. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (après trois années de pratique professionnelle)	120	1 245
4. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (après cinq ans de pratique professionnelle) ; aide-comptable	130	1 260

Article 1.4

Salaires minima conventionnels des personnes qualifiées

(En euros.)

NIVEAU. – DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
Personne qualifiée (établissement de 1 à 9 salariés)	190	1 370
Personne qualifiée (établissement de 10 salariés et plus)	270	1 540

Article 1.5

Salaires minima conventionnels des responsables d'établissement

Les partenaires sociaux conviennent de revaloriser les salaires minimaux conventionnels des responsables d'établissement en intégrant la prime contractuelle de l'article 1.7 de l'avenant n° 1 à la convention collective nationale de la coiffure dans les minima conventionnels. En conséquence, les salaires référencés ci-dessus comprennent la prime contractuelle, abrogée par le présent avenant, sous réserve du respect des dispositions légales.

(En euros.)

NIVEAU. – DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
Responsable d'établissement (établissement de 0 à 9 salariés)	300	1 700 (intégration prime)
Responsable d'établissement (établissement de 10 à 19 salariés)	370	2 020 (intégration prime)
Responsable d'établissement (établissement de 20 salariés et plus)	500	2 530 (intégration prime)

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

Article 4

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et du secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 5

Toute organisation syndicale représentative non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 3 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)